

Editorial



M. Larbi TABIT

Secrétaire Général du Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Social

Initiée par le Ministère de l'Économie et des Finances, la réunion des Secrétaires Généraux dédiée au lancement des opérations de préfiguration pour l'intégration de la sensibilité genre dans le processus de budgétisation est une initiative à saluer car elle marque un moment important d'échange et de partage sur le projet de la BSG et ses perspectives d'avenir.

Aussi, est-il nécessaire de rappeler que l'adoption en 2006 de la "Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité entre les Sexes" a acté le démarrage officiel du processus d'institutionnalisation de la BSG au niveau des départements ministériels. Un acquis qui s'est raffermi, dans une logique de continuité, par l'adoption en 2012 du premier Plan Gouvernemental pour l'Égalité ; "ICRAM".

Si la mise en place de ce plan a été accompagnée par des actions de renforcement de capacités, force est de constater que l'adhésion du top management n'a pas été toujours à la hauteur des ambitions de cette politique volontariste inédite qui ambitionne l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes. Beaucoup n'avaient pas réalisé que nous étions face à un choix de politique publique irréversible et qu'il ne s'agissait nullement d'un effet de mode ou de "mesurettes" sans lendemain.

Par ailleurs, toutes les études démontrent que l'approche BSG est une approche qui vise, in fine, l'efficacité de la dépense publique dans un contexte marqué de plus en plus par la rareté des ressources. Il s'agit donc, d'une méthode qu'il va falloir adapter au contexte marocain et lui assurer une adhésion soutenue et au quotidien du top management.

Aujourd'hui, nous avons devant nous deux opportunités à saisir : l'adhésion, encore une fois réaffirmée du Ministère de l'Économie et des Finances et l'appui technique remarquable du Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre.

BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE : DE QUOI PARLE-T-ON ?



LE CADRE CONCEPTUEL DE LA BSG

Du concept de genre à l'approche intégrée de l'égalité

Expliquer la budgétisation sensible au genre passe par la clarification de la notion de **genre** et celle d'**approche intégrée de l'égalité femmes-hommes**.

Le genre est un outil critique qui permet d'analyser et de comprendre comment la société attribue aux citoyens — masculins et féminins — des rôles déterminés. Le concept de genre suppose, donc, que l'identité sexuée, c'est-à-dire le fait d'être reconnu comme femme ou homme dans la société, n'est pas qu'une affaire de sexe biologique mais découle d'une construction sociale.

La BSG La budgétisation sensible au genre (traduit du terme anglais "**Gender Budgeting**") a pour but d'intégrer la sensibilité genre dans tout le cycle budgétaire afin d'analyser l'impact différencié d'une part, des dépenses et d'autres part, des recettes des budgets sur les femmes et les hommes.

Le GM L'approche intégrée du genre, traduit du terme "**Gender Mainstreaming**" (GM) est un concept de base qu'il est nécessaire de maîtriser quand on souhaite travailler sur la budgétisation sensible au genre.

Une approche différente de celle de la BSG. Elle vise, tout au long du processus d'élaboration d'une politique publique ou d'une action, à s'interroger sur la situation respective des femmes et des hommes de manière préventive et transversale et sur les effets différenciés que les mesures pourraient avoir sur l'un ou l'autre sexe. Ainsi, il sera possible de déterminer si la politique ou l'action est susceptible de réduire ou au contraire de renforcer les inégalités existantes.

RÉFORME



La préfiguration BSG (p2)

ÉVÈNEMENT



L'égalité et le dérèglement climatique NDC (p5)

ZOOM



ICRAM 2 et le CE-BSG (p6)

DÉCRIPTAGE



L'aide publique et le genre au Maroc (p7)

ÉPERTISE



Gendérisation de la CMB (p8)



Le système KM (p9)

FORMATION



Formation des formateurs en BSG (p10)

LANCEMENT DES OPÉRATIONS DE PRÉFIGURATION POUR L'INTÉGRATION D'UNE PERSPECTIVE DE GENRE DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

Le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) relevant du Ministère de l'Economie et des Finances, a organisé le Mardi 13 juin 2017, à Rabat, une réunion de lancement des opérations de préfiguration pour l'intégration de la sensibilité genre dans le processus budgétaire. Cette réunion a été présidée par Monsieur Fouzi LEKJAA, Directeur du Budget et Président du Comité de Pilotage du Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre et a connu la participation des secrétaires généraux de l'ensemble des départements ministériels concernés par ces vagues de préfiguration.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la dynamique du CE-BSG en vue de l'institutionnalisation du genre dans le processus de la planification et de la budgétisation, à travers l'accompagnement des départements ministériels dans l'appropriation progressive des dispositions de la loi organique relative à la loi de finances en matière de gestion budgétaire intégrant les préoccupations d'égalité.

A noter à cet égard que le CE-BSG a lancé des vagues de préfiguration relatives à la budgétisation sensible au genre au profit de 23 départements ministériels.

A l'ouverture de cette réunion, Monsieur le Directeur du Budget a précisé que la BSG s'inscrit dans le cadre de la réforme des finances publiques au Maroc et a insisté sur l'obligation de consolider les acquis et relever les défis pour suivre le rythme accéléré de cette réforme et atteindre les objectifs escomptés. Il a affirmé à cette occasion que la réforme de la loi organique relative à la loi de finances est considérée comme un véritable référentiel en matière des finances publiques et constitue la voie d'entrée pour l'institutionnalisation de la dimension genre dans le processus de planification et budgétisation.

Pour sa part Madame la représentante de l'ONU Femmes a attiré l'attention sur les principales avancées réalisées par le Maroc dans le domaine de la BSG et qui ont permis de classer le pays comme une référence mondiale dans ce domaine et elle a souligné, à cet égard, l'importance de la

BSG comme approche clé pour un développement équitable et durable, et a mis l'accent sur l'importance de financement pour réduire les inégalités.

Cette réunion a été également l'occasion de présenter, par Mme Katrin SCHNEIDER, Experte internationale en BSG, les expériences internationales en matière d'intégration de la BSG dans le processus budgétaire, qui constitue un outil de plaidoyer pour mettre en exergue les leçons tirées des pays ayant réussi l'implémentation de la BSG dans la planification et la programmation budgétaire.

Par ailleurs, Madame Nadia BENALI Directrice Nationale du CE-BSG a présenté l'expérience marocaine de l'intégration de la sensibilité genre dans les budgets des départements ministériels à travers des cas concrets de départements ministériels ayant déjà adopté des programmes, projets et indicateurs sensibles au genre, et a dressé une feuille de route en vue d'accompagner les différents départements ministériels préfigurateurs pour la conception des morasses budgétaires et les projets ministériels de

ministériels ayant déjà intégré l'analyse genre dans leur processus budgétaire et la préparation du processus pour l'exercice de la loi de finances de 2018.

A noter que dans le cadre de cette dernière recommandation, une circulaire de Monsieur le Chef de Gouvernement a été diffusée à l'ensemble des départements concernés afin de veiller à l'intégration de la sensibilité genre au niveau des morasses budgétaires et des projets ministériels de performance.

Ainsi, les opérations de préfiguration porteront sur la recherche des points d'entrée pour une planification et programmation budgétaire sensible au genre, et ce à travers la proposition de projets, actions, objectifs et indicateurs sensibles au genre au niveau des programmes budgétaires et des projets ministériels de performance.

En tant qu'outil de déclinaison de la BSG et qu'acteur privilégié de la réforme de la LOLF, le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) relevant du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) assurera le



pilotage de ce processus de préfiguration à travers l'accompagnement nécessaire aux différents départements préfigurateurs en termes d'appui, de sensibilisation, de formation, de coordination et de conseil.

performance.

A l'issue de cette réunion, et après débats et discussions, l'ensemble des secrétaires généraux des départements ministériels présents ont exprimé leur adhésion et implication pour réussir l'implémentation du genre dans leur processus budgétaire, et plusieurs recommandations ont été présentées dont notamment l'adhésion du top management pour une meilleure prise de décision dans ce domaine ; le renforcement des capacités et le développement de l'expertise ; le partage et l'échange des expériences des départements

Par: Mme. EL HABI EL IDRISI Jihane

*Cheffe de service de la santé et du développement social
Responsable du pôle Expertise et Instruments
de la BSG au CE-BSG*

INSTITUTIONNALISATION RÉGLEMENTAIRE ET LANCEMENT DES OPÉRATIONS DE PRÉFIGURATION BSG



Durant cette dernière décennie, le Maroc a connu un changement structurel, et des réformes multidimensionnelles, concernant le renforcement des principes d'égalité et d'équité entre les deux sexes, les catégories de la population ainsi que les questions territoriales et de développement durable.

Ces réformes ont été couronnées par l'adoption de la nouvelle loi organique n°130-13 relative à la loi de finances (LOLF) qui consacre le principe de l'égalité du genre en insistant sur l'intégration de cette dimension dans la programmation et la planification des départements ministériels. L'article 39 de ladite loi stipule que « *chaque programme, qui est décliné en projets et actions relevant d'un même département ministériel ou d'une même institution, devrait être associé à des objectifs définis, ainsi que des indicateurs chiffrés permettant de mesurer les résultats atteints tout en prenant en considération la dimension genre* ».

Ces efforts, ont été renforcés par la publication d'une circulaire de Monsieur le Chef de Gouvernement n°7/2017 à l'ensemble des départements concernés afin de veiller à l'intégration de la sensibilité genre au niveau des morasses budgétaires et des projets ministériels de performance.

La vague de préfiguration relative à la budgétisation sensible au genre a été lancée au profit de 23 départements ministériels, à savoir: le Secrétariat d'État chargé du Développement Durable, Ministère d'État chargé des Droits de l'Homme, Département de l'Aménagement du Territoire National et de l'Urbanisme, Secrétariat d'État chargé de l'Habitat, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Secrétariat d'État chargé de l'Eau, Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration, Ministère de l'Énergie et des Mines, Secrétariat d'État chargé de la Formation professionnelle, Département de la Culture, Département de la Communication, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, Ministère de l'Intérieur, Secrétariat d'État chargé de l'Artisanat, de l'Économie sociale, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère de la Santé, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Social, Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Ministère de la Justice.

La vague de préfiguration est une étape préalable à la mise en œuvre progressive de la loi organique relative à la loi de finances, et la circulaire de Mr. Le Chef du Gouvernement.

Ainsi, les opérations de préfiguration porteront sur la recherche des points d'entrée pour une planification et programmation budgétaire sensible au genre, et ce à travers la proposition de projets, actions, objectifs et indicateurs sensibles au genre au niveau des programmes budgétaires et des projets ministériels de performance.

En tant qu'outil de déclinaison de la BSG et qu'acteur privilégié de la réforme de la LOLF, le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) relevant du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) assurera le pilotage de ce processus de préfiguration à travers l'accompagnement nécessaire des différents départements préfigureurs en termes d'appui, de sensibilisation, de formation, de coordination et de conseil.

Pour réussir ces chantiers ouverts et garantir une meilleure intégration de l'aspect genre dans les politiques publiques, le Centre de l'excellence pour la budgétisation sensible au genre, a prévu des mesures d'accompagnement à travers le renforcement des compétences du capital humain, l'élaboration

Royaume du Maroc
Le Chef de Gouvernement
Circulaire N° 07/2017



Rabat le 11 JUIL 2017.

A
Monsieur le Ministre d'État,
Mesdames et Messieurs les Ministres, les Ministres Délégués,
les Secrétaires d'État, les Hauts Commissaires,
le Délégué Général et le Délégué Interministériel

Objet : Lancement des opérations de préfiguration de la budgétisation sensible au genre axée sur la performance dans le cadre de la réforme de la loi organique relative à la loi de finances.

Ainsi que vous le savez, l'article 39 de la loi organique n°130-13 relative à la loi de finances (LOLF) consacre le principe de l'égalité du genre en insistant sur l'intégration de cette dimension dans la programmation et la planification des départements ministériels. Ledit article dispose que chaque programme, décliné en projets et actions relevant d'un même département ministériel ou d'une même institution, devrait être associé à des objectifs définis, ainsi que des indicateurs chiffrés permettant de mesurer les résultats atteints tout en prenant en considération la dimension genre.

Les choix budgétaires sont, de ce fait, orientés vers les activités qui contribuent à l'atteinte des résultats escomptés et vers une meilleure utilisation des allocations budgétaires au service de l'efficacité et de l'efficience de l'action publique et surtout pour le renforcement de la redevabilité au regard des engagements pris en matière de promotion de l'égalité de genre.

Ainsi, face à cette dynamique suscitée par le processus de réforme de la LOLF, l'intégration de la sensibilité genre dans la planification et programmation budgétaire des différents départements ministériels est un atout permettant le renforcement de la transparence budgétaire et l'assurance d'une performance accrue des politiques publiques ainsi que la réduction des disparités liées au genre.

A cet effet, et selon la même démarche adoptée pour la mise en œuvre des dispositions de la LOLF, le Ministère de l'Économie et des Finances lancera des préfigurations relatives à la budgétisation sensible au genre (BSG), et ce afin d'assurer une meilleure appropriation des outils d'intégration de cette dimension au niveau des politiques publiques.

Une première vague de préfiguration, a été initiée par le Centre de l'Excellence pour la BSG à l'occasion de la préparation du projet de loi de finances 2017, et a permis d'élaborer des programmes, projets et indicateurs sensibles au genre. Cette expérience a permis de détecter les possibilités pour une prise en compte de la sensibilité genre au niveau des morasses budgétaires et des projets ministériels de performance de ces départements.

MAHMOUD EL HAFIANE

de chartes et de guides, ainsi que l'accompagnement effectif des départements ministériels par des expertises externes.

La 1ère vague de préfiguration BSG concerne 23 départements ministériels.

Il faut noter que la représentation de l'Union Européenne a été concrétisée, avec l'Assistance Technique des Experts dans le domaine de la BSG, cette assistance comprendra l'assistance technique des départements ministériels dans le processus de budgétisation sensible au genre et dans le processus de planification, dans l'élaboration des stratégies, des morasses et des projets de performance sensibles au genre.

Par: M. EL HAFIANE Walid

Ingénieur d'Etat chargé des CHU
Responsable de Cellule au CE-BSG

LE GUIDE D'ANCRAGE DE LA BSG DANS LES STRATÉGIES, PROGRAMMES ET ACTIONS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS AU MAROC, UN OUTIL DE PARTENARIAT PAR EXCELLENCE

A cet égard, le Centre de l'Excellence a opté pour une stratégie diversifiée avec ces partenaires autres que l'ONU-Femmes, afin de garantir un meilleur ciblage et d'élargir le savoir-faire du centre, et qui a été concrétisé par une réunion de coordination le vendredi 19 Mai 2017 et qui a pu clarifier la vision du centre à propos de partenariat qui s'articule autour des principes d'harmonisation, de valorisation et de responsabilité mutuelle.

A cet égard, un guide méthodologique, a été produit portant sur l'ancrage de la budgétisation sensible au genre dans les stratégies, les programmes et les actions des départements ministériels au Maroc qui a pour objectif de servir à la pratique de l'intégration d'une perspective de genre dans la planification stratégique et processus budgétaire, faciliter l'intégration de la sensibilité genre dans les stratégies et budgets sectoriels, à travers l'identification des points d'ancrage de cette dimension dans toutes les étapes de planification stratégique et programmation budgétaire. Ce guide est le fruit d'un partenariat avec l'Union Européenne sur des valeurs communes pour contribuer à l'édification d'un monde que nous voulons plus prospère, plus équitable, plus solidaire et égalitaire pour les femmes et hommes.

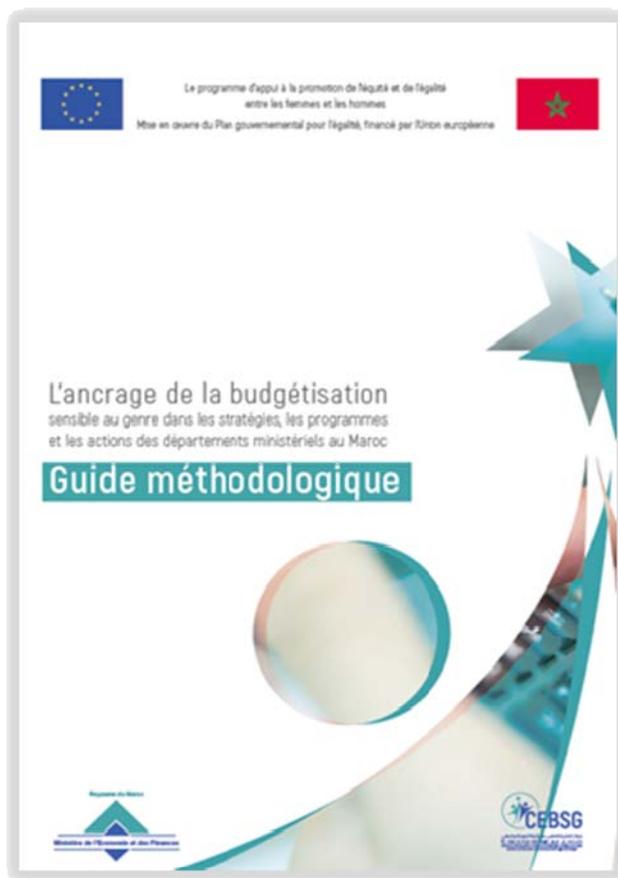
S'agissant d'un guide concis et ciblé, il sert de cadre normatif pour appuyer la mise en œuvre de la Loi Organique n°130.13 relative à la Loi de

Finances, dans son volet genre. Il vise également le renforcement des capacités des responsables des budgets et de la planification au niveau de chaque département ministériel en vue de mieux

La deuxième partie traite de l'intégration de la dimension genre dans les stratégies des départements ministériels en faisant clarifier les différents points d'entrée tels que le diagnostic muni d'une ventilation des données par sexe. Et puis, la nécessité de prendre en compte l'aspect genre comme une priorité à l'occasion de l'élaboration des stratégies sectorielles.

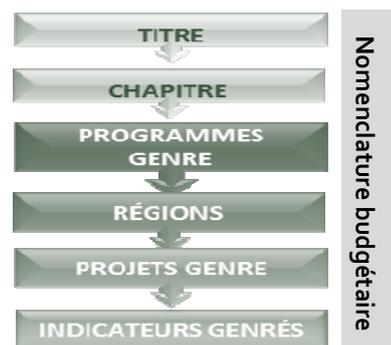
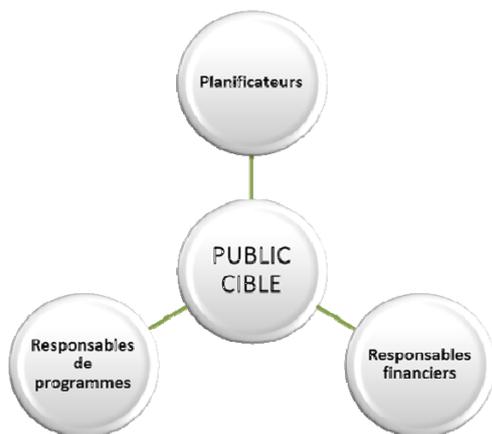
Cette étape est suivie de la partie programmation budgétaire à laquelle s'associe la BSG. Une étape dite technique dans laquelle le genre est budgétisé selon une nomenclature claire, comme le statue la Loi organique n°130.13 relative à la Loi de Finances.

Quant à la dernière partie du guide, elle permettra de présenter quelques bonnes pratiques internationales de budgétisation sensible au genre — notamment en Europe, en Asie et en Afrique— afin de mettre en exergue les leçons tirées des pays ayant réussi l'implémentation de la BSG dans la planification et la programmation budgétaire.



intégrer la dimension genre dans leurs stratégies et programmes budgétaires.

Dans une perspective visant la performance des actions de la politique publique, ce guide présente la méthodologie à adopter afin d'assurer l'équité et l'efficacité dans les stratégies sectorielles et ce, à travers une meilleure allocation des ressources budgétaires et une prise en considération de la sensibilité genre dans toutes les étapes du processus budgétaire. Dans ce cadre la première partie de ce document est consacrée aux notions de base préalables en vue de familiariser le public cible avec les méthodes et outils pratiques nécessaires à la budgétisation sensible au genre.



Par: M. EL HAFIANE Walid

*Ingénieur d'Etat chargé des CHU
Responsable de Cellule au CE-BSG*

PARTICIPATION DU CE-BSG AU DIALOGUE RÉGIONAL DE L'AFRIQUE SUR LES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (NDC)

Le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG), a été sollicité pour participer au dialogue régional de l'Afrique sur les contributions déterminées au niveau national contre le dérèglement climatique

(NDC). Co-organisé par le secrétariat d'État chargé du développement durable, le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et le secrétariat de la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), et la Coopération internationale allemande (GIZ) et NDC Partnership qui s'est tenue à Rabat les 26, 27 et 28 Septembre 2017

Ce dialogue régional a

réuni des représentants gouvernementaux de

« l'intégration de l'égalité de genre dans la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (NDC) ».

Lors de son intervention, Mme Nadia BENALI a exposé les principales avancées de l'expérience

Elle a mis l'accent sur les impacts des changements climatiques qui ne sont pas vécus de la même façon par les hommes et les femmes qui ont des rôles différents à jouer dans l'atténuation des causes qui sont à l'origine du réchauffement climatique. Elle a incité sur

l'importance de l'intégration de la dimension genre dans la lutte contre les changements climatiques et de renforcer le rôle des femmes en tant qu'actrices-clé pour identifier et mettre en œuvre des solutions, et promouvoir un développement durable et juste.

Ce dialogue a été

l'occasion de partager les expériences, les bonnes pratiques et les opportunités associés aux défis de mise en œuvre des NDC au niveau des régions, d'identifier des besoins spécifiques en renforcement des capacités pour une meilleure mise en œuvre des NDC avec focus Afrique, de discuter du contexte régional pour la mise en œuvre des NDC et d'intégrer les questions se rapportant au genre et à l'équité pour une autonomisation des femmes.

Le CE-BSG a été salué par le Secrétariat d'Etat du Développement Durable pour l'accompagnement précieux du Centre de l'Excellence pour la BSG aux départements ministériels et elle a invité les représentants gouvernementaux de l'Afrique de s'imprégner de l'expérience marocaine en BSG.



toute l'Afrique, ainsi que des organisations et experts internationaux impliqués dans les processus de la mise en œuvre des NDC soumis dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le CE-BSG a pris part à cet événement à la session portant sur

démarche adoptée au sein du CE-BSG pour la mise en œuvre de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) et son rôle pour l'intégration de la sensibilité genre dans la lutte contre les changements climatiques.

Par: Mme. LARROUMY Hanane

*Doctorante en BSG
Responsable du pôle formation
au CE-BSG*



ICRAM 2 ET LE POSITIONNEMENT DU CE-BSG

Le Plan Gouvernemental pour l'Égalité «ICRAM» est une stratégie qui vise la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est un cadre de convergence des différentes initiatives visant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration des droits des femmes au niveau des politiques publiques et programmes de développement.

Le nouveau Plan Gouvernemental de l'Égalité (2017–2021), intitulé PGE2|ICRAM 2, est le deuxième de son genre. Ce plan est innovateur dans ses approches et ses ambitions. C'est le fruit d'un long processus participatif, partant d'une évaluation extensive du PGE1/ICRAM 1, passant par des concertations avec toutes les parties prenantes (ministères, société civile, acteurs du secteur privé, le monde académique, le monde syndical,...), aboutissant à l'élaboration de nouvelles orientations stratégiques. Ainsi, le CE-BSG, à travers la mise en œuvre de sa nouvelle vision stratégique et son programme pluriannuel 2017-2019, contribuera à la réalisation des actions relatives à l'appui de la mise en œuvre du Plan Gouvernemental pour l'égalité PGE 2 au niveau des axes suivants :

Axe 1: Renforcement de l'employabilité et autonomisation économique des femmes

Renforcement de l'employabilité et autonomisation économique des femmes

Axe 2: Intégration du genre dans toutes les politiques sectorielles et tous les programmes du Gouvernement et en assurer le suivi

♦ La prise en compte du genre dans les exercices d'analyse préparatoire, de conception, planification, mise en œuvre, révision et suivi/évaluation des politiques sectorielles et/ou programmes gouvernementaux ;

♦ La prise en compte du genre dans les exercices d'analyse préparatoire, de conception, de planification, mise en œuvre, révision et suivi/évaluation des plans (annuels et pluriannuels) de performance et d'investissement des EEP ;

♦ La réalisation d'audits genre pour les ministères et les établissements et entreprises publics, la production des statistiques sensibles au genre,



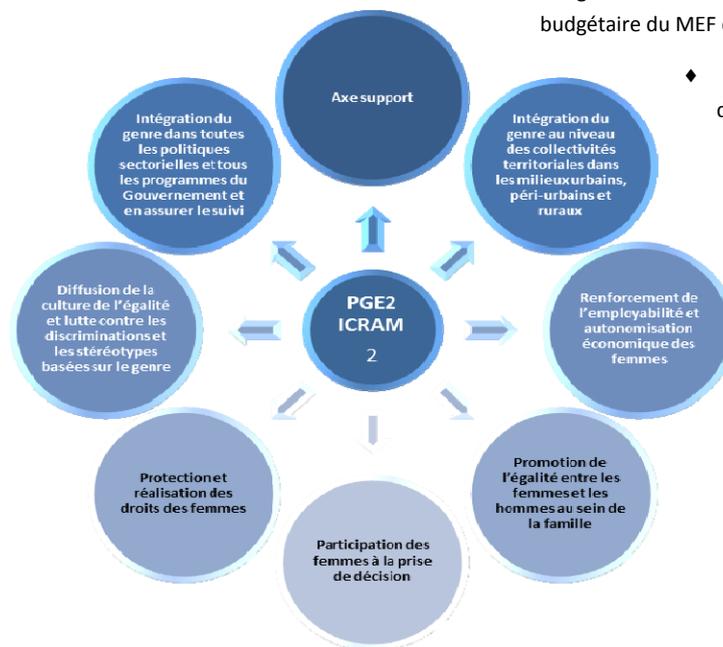
♦ La sensibilisation, renforcement des capacités et coaching des responsables et équipes d'un programme pour la compréhension et la prise en charge des cibles relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.

♦ Réalisation d'un « audit genre » par les collectivités territoriales

Axe support

♦ La définition du marquage BSG, son intégration dans les instruments de gestion budgétaire du MEF et sa mise en œuvre

♦ La gestion et partage de connaissances et de bonnes pratiques en approche genre via la plateforme KM – BSG.



AXES DU PROGRAMME ICRAM 2

Axe 3 : Intégration du genre au niveau des collectivités territoriales dans les milieux urbains, péri-urbains et ruraux

♦ Intégration du genre au niveau de services déconcentrés (Région, Province/Préfecture et / ou commune) en partenariat avec la DGCL

Par:

- **Mme. LARROUMY Hanane**

*Doctorante en BSG
Responsable du pôle formation au CE-BSG*

- **Mme. CHERKAOUI Hajar**

Chargée du budget du Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Social

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET LA QUESTION DU GENRE AU MAROC

Au Maroc, l'aide publique au développement (ADP) a franchi plusieurs étapes: du financement classique des projets investissements (Routes-Barrages- Hôpitaux-Facultés+ Voies ferrées...) à l'accompagnement des programmes de réformes structurelles, en passant par le soutien aux politiques publiques sectorielles (Mobilité urbaine-désenclavement du monde rural- Economie verte...).

L'ADP a toujours constitué une opportunité pour insuffler une nouvelle dynamique de changement dans les approches, perceptions et attitudes à l'égard de la gestion de la chose publique. En effet, l'apport des partenaires techniques et financiers est souvent porteur d'éléments réformateurs: prise en compte de la dimension environnementale, promotion de la gouvernance territoriale et spatiale, et approche de développement fondée sur les Droits humains, matérialisée notamment par l'impératif d'intégration des questions liées à la parité homme-femme dans les programmes et projets financés.

Ces évolutions qui ont marqué les financements extérieurs dont bénéficie le Maroc se sont produites concomitamment avec les transformations du cadre d'action de l'Etat. Traditionnellement, la logique de fonctionnement des pouvoirs publics était dominée par des considérations endogènes qui répondaient plus aux besoins de l'administration qu'aux revendications citoyennes ; d'où la prévalence de la logique des moyens sur les résultats, des intrants sur les extrants, de l'organisation bureaucratique et procédurale sur l'efficacité managériale, de la logique normative sur la logique managériale, du cloisonnement des structures sur la convergence des politiques publiques.



Quand bien même l'Etat est devenu conscient des limites de ce modèle de gouvernance, il est resté prisonnier d'une vision centripète. Les nouveaux concepts qui ont envahi le champ de

l'action de l'Etat (décentralisation -- Gestion axée sur les résultats -programmation pluriannuelle -Capacités de gestion -Système d'information -monitoring et évaluation - Indicateurs de performance -partenariat public-privé...) ont continué à intéresser la sphère.

Aujourd'hui, les revendications citoyennes ainsi que la volonté politique au plus haut niveau de l'Etat, traduites dans la constitution de 2011, ont placé la question des droits humains au centre de l'action de l'Etat. Le rôle de la société civile et l'intérêt pour des thèmes, tels que la redevabilité et la reddition des comptes se sont trouvés accrues.



Cette conjonction heureuse entre les orientations des donateurs et la volonté des pouvoirs publics d'ancrer la question des droits humains dans l'action de l'Etat offre, aujourd'hui, un environnement mobilisateur pour l'intégration effective du genre dans la gestion publique.

La quête permanente de modèles innovants de financements extérieurs (Appui Budgétaire-Prêts de politique de Développement (PPD)-Programme pour les résultats (P4R)...) ont permis des Arrangements institutionnels défiant les structures administratives classiques, l'élaboration de matrices intégrées de politiques publiques sectorielles répondant aux revendications citoyennes, la réalisation de nomenclatures fonctionnelles permettant d'identifier et de cerner le coût des programmes transverses ainsi que l'évaluation des politiques publiques sur la base d'indicateurs multisectoriels.

Une telle approche a permis de tirer vers le haut les standards de la gestion des politiques publiques en augmentant significativement la capacité d'adaptation de l'administration aux nouveaux enjeux sociétaux et de doter la stratégie gouvernementale en matière d'intégration du genre (Agenda Gouvernemental



Par: M. FARHAT Youssef

*Adjoint au Directeur du Budget
Chargé de la coordination des structures du
financement et des projets publics.*



GENDÉRISATION DES DÉPENSES DE LA COUVERTURE MÉDICALE DE BASE

Dans le cadre du partenariat entre le Royaume du Maroc et l'Union Européenne et tenant compte de l'importance du chantier que représente la mise en place et l'extension de la couverture médicale de base (CMB) qui touche une large catégorie de la population au Maroc, le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre lance une étude sur l'«Appui à la gendérisation des budgets de la CMB». La dite étude financée sur les fonds du programme «Réussir le Statut Avancé II» se réalisera sur une période maximale de 8 mois calendaires. Ledit projet a pour objectif de porter un éclairage analytique sur la prise en considération de l'aspect genre dans le système de la couverture médicale, l'approfondissement de la question de l'égalité du genre en relation avec les dépenses qui lui sont liées, la mise en exergue d'effort particulier consenti en faveur des couches sociales défavorisées et l'identification des opportunités d'influencer la composante consacrée à l'intégration de la dimension genre à travers des recommandations claires, réalisables et faisables dans le contexte budgétaire de la couverture médicale.

“

L'objectif du CEBSG, dans le cadre de cette étude, est de porter un éclairage analytique sur la prise en considération de l'aspect genre dans le système de couverture médicale et approfondir la question de l'égalité du genre.

”

C'est un projet à quatre composantes dépendantes l'une de l'autre portant sur:

1. L'analyse et enseignements tirés de l'expérience du Maroc en matière de Budgétisation Sensible au Genre ;
2. L'analyse statistique des budgets de la CMB et identification des possibles dysfonctionnements et discriminations en relation avec le genre ;



3. L'élaboration d'une méthodologie et d'un plan stratégique en vue d'intégrer la dimension genre dans le budget général de CMB, l'assurance maladie et celui des organismes gestionnaires de la CMB.

Un groupe de travail va être mis en place dès le lancement de l'étude. Il sera composé des représentants du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du travail de l'insertion professionnelle, du Ministère de la Santé, de l'ANAM, de la CNOPS, de la CNSS et de la CNRA.

L'objectif d'associer ces parties prenantes dès le démarrage est de leur permettre

d'appréhender la matière complexe qu'est la BSG tout en s'impliquant au fil des quatre étapes du projet, de s'approprier les objectifs voulus et d'être plus rapidement performants.

En outre, leur présence active sera une garantie de la qualité du futur exercice budgétaire et de la réalisation des objectifs dudit projet.

Les résultats de cette étude permettront ainsi de donner de précieuses indications sur la manière d'analyser les dépenses de la CMB selon le genre et fournir des bases solides pour des décisions et interventions futures, et ce à travers notamment l'élaboration d'une méthodologie et d'une stratégie pour la mise en œuvre de la gendérisation de la couverture médicale de base au niveau des politiques et du processus budgétaires des organismes gestionnaires.

Par: Mme. MAZOUAR Bouchra

*Administratrice chargée du dossier assurance maladie
Responsable de cellule au CE-BSG*

GESTION DES CONNAISSANCES EN BSG (KM – BSG)

Conscient de l'importance de l'information et son rôle dans l'accumulation des connaissances, le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) a lancé un projet consistant à mettre en place une plateforme de gestion des connaissances « Knowledge Management BSG ». Ce projet est une réponse aux exigences dictées par le niveau de maturité de l'expérience marocaine.

La plateforme de gestion des connaissances BSG est une solution collaborative de gestion du contenu, permettant de capitaliser et de gérer toutes les informations liées à la BSG, de les valoriser en les diffusant selon les besoins, de faciliter la collaboration au sein des communautés de pratique et de suivre et de développer l'expertise de ses acteurs. En effet, la solution offre, entre autres, les fonctionnalités suivantes :

- ◆ Gestion de contenu : gestion électronique de documents (GED), prise en charge des flux de travail (workflows) , publication et suivi du contenu, métadonnées et taxonomies (dictionnaire et lien entre les documents), moteur de recherche...

- ◆ Travail Collaboratif : communautés de pratique, forums, espaces projets, réseaux sociaux, annuaires d'experts, outils de publication

collaborative, partage de ressources de fichier...

La plateforme permet la création et l'animation d'une multitude de communautés de pratiques. Chaque communauté dispose de ses propres modules : base de connaissance, annuaire, agenda... qui restent invisibles aux non adhérents.

La mise en place de cette plateforme de gestion des connaissances BSG répond à plusieurs objectifs, notamment :

- ◆ La contribution à la mission de sensibilisation et de dissémination d'expérience dans le domaine de la BSG, au Maroc et dans d'autres pays ;

- ◆ La contribution au travail d'institutionnalisation et de diffusion de la démarche BSG ;

- ◆ La sensibilisation de la communauté BSG sur le partage de connaissances, ses concepts et ses enjeux pour l'initiative BSG ;

- ◆ La documentation du processus de la BSG et restitution de 10 ans d'histoire et de production de connaissances communes sur la BSG ;

- ◆ L'animation des communautés pour mobiliser, identifier et donner un accès continu aux



L'accès à la plateforme est réservé aux acteurs de la BSG qu'ils soient du MEF ou des départements sectoriels ou du milieu de la recherche scientifique qui peuvent accéder à la Communauté globale BSG où se trouvent des connaissances d'ordre général. Ces acteurs adhèrent ensuite aux communautés comme dans un réseau social, avec des droits d'accès prédéfinis. Il est possible au sein de chaque communauté de créer des groupes d'intérêt, de partager des documents ou de travailler en collaboration sur un même document.

Dans ce sens, les utilisateurs sont appelés à contribuer activement aux communautés auxquelles ils appartiennent en publiant des informations et des connaissances. Il s'agit aussi bien d'annotations personnelles que de documents apportant une valeur ajoutée significative pour les autres membres : retour d'expériences, bonnes pratiques, études de cas, modèles, canevas, contacts, ... relatifs à la pratique de la BSG.



connaissances tacites et explicites et au réseau social des détenteurs de connaissances (experts) ;

- ◆ La construction et le partage d'un langage commun (accessible et utilisable par les experts mais aussi des acteurs non spécialistes) ;

- ◆ La mise en place d'un dispositif d'identification, de création, de capitalisation et de partage des connaissances au service de la BSG.

Par: M. GIDAR Oussama

Administrateur
Responsable du pôle Système d'Information
et du KM au CE-BSG

LA FORMATION DES FORMATEURS EN PARTENARIAT AVEC LA CTB

Dans le cadre du renforcement des capacités et de développement d'une cellule d'expertise en matière de budgétisation sensible au genre, le Centre d'Excellence pour la BSG a lancé avec l'appui de l'Agence de coopération technique Belge (CTB), un plan de formation pour assurer un meilleur accompagnement des départements ministériels et établissements publics pour l'intégration de la dimension genre au niveau de leurs stratégies et programmes.

- ◆ Budgétisation sensible au genre: concepts, principe et processus
- ◆ Elaboration des stratégies des départements ministériels sous le prisme de l'égalité
- ◆ Programmation et planification sensible au genre
- ◆ Rôle des systèmes d'information dans la BSG
- ◆ Evaluation et étude d'impact des politiques publiques du prisme genre.

« La BSG doit être basée sur la notion de la performance comme un outil incontournable de la gestion de la chose publique mais aussi dans la définition des stratégies des départements ministériels. »

Il y a lieu de rappeler que la Budgétisation Sensible au Genre qui s'inscrit dans le processus de planification et programmation budgétaire ainsi qu'une meilleure appropriation des outils d'intégration de cette dimension, constitue l'un des instruments qui renforcent la logique axée sur la performance.

Ladite formation déclinée en cours théoriques, partages d'expériences et échanges de points de vue ainsi que des visites d'étude en Belgique, portait sur les modules suivants :



Institut Finances, Rabat, du 30/03/2017 au 01/04/2017

MODULES DE FORMATION EN ANDRAGOGIE AU PROFIT DU CENTRE D'EXCELLENCE POUR LA BSG AU MAROC

Objet

La formation en andragogie a été réalisée au profit de 22 cadres du Centre d'Excellence pour la BSG au Maroc.

Un module d'une journée qui a permis aux participants d'avoir une vision globale de l'andragogie et de comprendre son rôle et ses contributions essentielles en surcroît de sa mise en pratique à travers des études de cas.

Objectifs

L'essentiel de cette formation a été orienté vers:

- ◆ Le repérage des mécanismes d'apprentissage chez l'adulte : « l'andragogie » par opposition à la « pédagogie » ;
- ◆ La détermination des meilleures méthodes, principes et outils permettant et facilitant l'apprentissage chez les adultes ;
- ◆ Le savoir nécessaire pour utiliser les différentes méthodes d'apprentissage: l'exposé, les questions/réponses, la démonstration, le jeu de rôles ;
- ◆ L'évaluation de la progression des apprentissages et le degré d'acquisition des compétences.



A la fin de cette formation, les bénéficiaires de la formation :

- ◆ se sont familiarisés avec les concepts liés au genre, le cadre normatif national et international en faveur de l'égalité ainsi que les instruments d'évaluation et d'étude d'impact des politiques publiques en prenant en compte la dimension genre ;
- ◆ sont mieux outillés pour l'accompagnement des différents départements ministériels et établissements publics ;
- ◆ sont sensibilisés par rapport à l'importance des Systèmes d'information dans la programmation, l'exécution et le suivi des dépenses dédiées au genre ainsi qu'aux budgets sensibles au genre.

Par: M. KHATTABI Taoufik

Administrateur chargé du budget du ministère de la santé

Responsable de cellule au CE-BSG

VISITE D'ETUDES EN BELGIQUE: LA BSG A LA UNE !

Une visite d'étude dans le domaine de la budgétisation sensible au genre (BSG) en Belgique a été organisée par la Coopération technique belge (CTB), du 3 au 7 juillet et du 01 au 07 octobre 2017, au profit des responsables et cadres du Ministère de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc.

L'objectif général de cette visite est le partage d'expériences du processus belge et le transfert de savoir-faire et de compétences dans le domaine de BSG notamment sa mise en œuvre au sein des processus de planification et programmation budgétaire, des stratégies sectorielles, des systèmes d'information ainsi que le renforcement des capacités des responsables et cadres du ministère au niveau décisionnel en vue d'une meilleure conduite dudit processus.

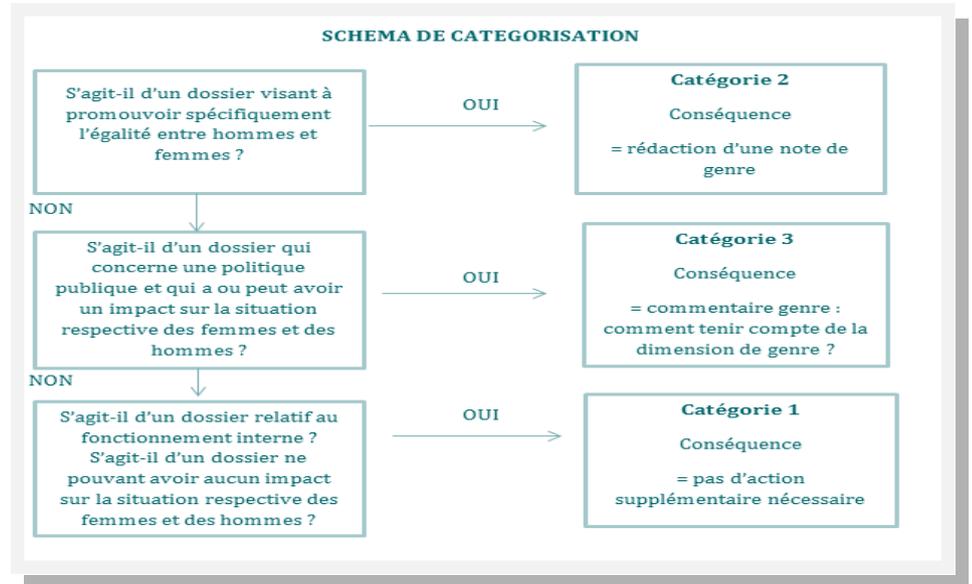
A cet égard, la CTB a organisé des rendez-vous avec un ensemble d'institutions, gouvernementales et non gouvernementales, travaillant dans le domaine de la BSG permettant à la délégation marocaine de rencontrer les représentants de l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, du Ministère de l'emploi, du Ministère de la Région bruxelloise et de la maison de femmes « Amazone ».

Au niveau fédéral belge, le premier objectif du "gender budgeting" est que les gestionnaires de dossiers prennent l'habitude de réfléchir de manière systématique à l'impact potentiel de leur

dossier sur la situation respective des femmes et des hommes.

Trois catégories proposées permettent de classer tous les crédits et les dossiers qui y sont associés :

3) les crédits relatifs aux dossiers qui concernent une politique publique et qui présentent une dimension de genre, c'est-à-dire ceux qui ont ou peuvent avoir un impact sur la situation respective des femmes et des hommes dans la société, c'est la catégorie 3.



1) les crédits relatifs aux dossiers qui concernent le fonctionnement interne ou qui ne présentent pas de dimension de genre, c'est la catégorie 1 ;

2) les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est la catégorie 2 ;

La catégorisation des dossiers et des crédits qui y sont associés doit se baser donc sur trois éléments: l'objectif du dossier, la portée du dossier et la présence ou pas d'une dimension de genre.

Par: Mme. MAZOUAR Bouchra

*Administratrice chargée du dossier assurance maladie
Responsable de cellule au CE-BSG*





FORMATION D'UN GROUPE DE PARLEMENTAIRES LIBYENS ET DE MEMBRES DE LA HAUTE COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE EN LIBYE SUR LA BSG

Le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) a été sollicité par la section « autonomisation des femmes » de la mission d'appui des Nations Unies en Libye pour assurer une formation au profit d'un groupe de parlementaires libyens et de membres de la Haute Commission électorale nationale en Libye sur la budgétisation sensible au genre du 03 au 05 août 2017 à Tunis.

Cette session avait pour objectif de permettre aux participants de se familiariser avec les approches théoriques et le cadre conceptuel de la problématique du genre, et de leur fournir divers outils et moyens pour intégrer la dimension genre aux politiques publiques et au niveau institutionnel ainsi qu'aux différentes étapes de la planification et de la programmation. Cela renforcera la capacité des membres de l'institution législative en matière d'analyse et de plaidoyer en faveur du genre ou lors de la préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques de l'État.

Cette formation était une occasion favorable pour mettre en valeur l'expérience du CE-BSG, ce qui a permis de partager l'expérience et les avancées réalisées dans le domaine de la BSG au Maroc avec les participants.

A l'issue de cette formation, les bénéficiaires ont pris connaissance des termes et concepts ainsi que des instruments et conventions liés au genre et à la BSG. Ils ont également pu assimiler l'importance de l'approche genre dans la préparation des politiques publiques et le rôle des données statistiques sensibles au genre dans le diagnostic, le suivi et l'évaluation. En outre, ils se sont appropriés les mécanismes de plaidoyer et d'évaluation axés sur le genre lors de la présentation et de la discussion des lois de finances, à travers la présentation des expériences marocaines fructueuses qui tiennent compte de la dimension genre.

Cette session de formation était une occasion pour présenter les principales opportunités et les défis

associés à l'application effective de la BSG, en mettant l'accent sur le rôle de l'institution législative et des décideurs politiques pour parvenir à l'équité, à l'égalité et à la justice sociale grâce à l'activation des réformes juridiques, économiques et sociales.

Sur la base des résultats des données et de l'information recueillis dans le cadre des formulaires d'évaluation de la session de formation, 94% des participants ont estimé que le cours était généralement très bon soit au niveau du contenu, de la compétence des formateurs ainsi que de la qualité de l'organisation et de la logistique.



Par: M. IHNACH Houssine
Chef de service à la DEPF



VISITE DE LA DÉLÉGATION GABONAISE AU CE-BSG

Le Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre, a reçu le mercredi 19 juillet 2017, une délégation de la République Gabonaise pour s'inspirer de l'expérience marocaine en matière de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG).

Cette délégation est composée de Monsieur *Abdu Razzaq Guy KAMBOGO*, Ambassadeur de la République Gabonaise et des hauts responsables

Président du CES. Ladite délégation a été accompagnée par *Mme Hajar GHALEB*, Directrice d'Appui et Etudes du Conseil Economique, Social et Environnemental du Maroc.

Mme Benali Nadia, Directrice Nationale du CE-BSG et Cheffe de Division des Secteurs Sociaux à la Direction du Budget, a présenté le cadre de la création du CE-BSG et a rappelé la vision du centre, ses missions et ses valeurs ainsi que ses objectifs stratégiques et son schéma organisationnel à travers un exposé portant

Le partage des connaissances est une directive clairement annoncée par les plus hautes autorités au Gabon, comme cela a été avancé par *Mme. Georgette KOKO*, qui a montré un fort intérêt pour l'expérience et l'expertise marocaine reconnues aujourd'hui à travers le monde.

Pour sa part Monsieur l'Ambassadeur a saisi cette occasion pour féliciter le Royaume du Maroc de ses avancées dans le domaine de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et pour inviter le MEF à renforcer les échanges entre les deux pays notamment en matière d'accompagnement de la République Gabonaise pour la création d'un Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre et le renforcement de ses capacités.

Cette rencontre a été donc l'occasion d'échanger sur les différents aspects liés à l'importance particulière à l'intégration de la dimension genre dans le budget en tant qu'outil permettant le renforcement de la transparence et de la performance des politiques publiques ainsi que la réduction des disparités liées au genre.



sur le thème: «*Centre de l'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre au Maroc: Bilan et perspectives*».



du Conseil Economique et Social (CES) du Gabon qui sont *Mme. Georgette KOKO*, Présidente du Conseil Economique et Social (CES) et ancienne Vice-Premier ministre du Gabon, Madame Célestine NDONG NGUEMA, Premier Secrétaire du CES et *Mme. Lyvia ETENO*, cheffe du Protocole du

Le bilan des réalisations du CE-BSG a également été présenté, notamment l'opération de lancement de la vague de préfiguration BSG 2018 et la signature de la circulaire du Chef du Gouvernement pour la préfiguration BSG.

Par: M. OUMARRI Nabil

Administrateur, chargé du budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports
Responsable de la communication au CE-BSG

La réunion d'experts sur la budgétisation sensible au genre –de Reykjavik, ISLANDE– résulte du fort intérêt manifesté sur ce sujet lors de la 37ème réunion annuelle des hauts fonctionnaires du budget, tenue à Stockholm en Juin 2016. Elle a été conçue pour que les pays puissent partager leurs pratiques et expériences –les succès et les défis– pour la mise en œuvre Budgétisation Sensible au Genre.

Les discussions de Stockholm ont souligné la grande diversité des pratiques dans ce domaine et que les travaux sur la budgétisation des genres ont été à un stade précoce dans de nombreux pays de l'OCDE. En fait, la réunion a été l'occasion propice pour analyser les différentes approches et identifier les bonnes pratiques afin de faire avancer ce chantier qui se veut égalitariste dans toutes ses dimensions, notamment, sociales et économiques.

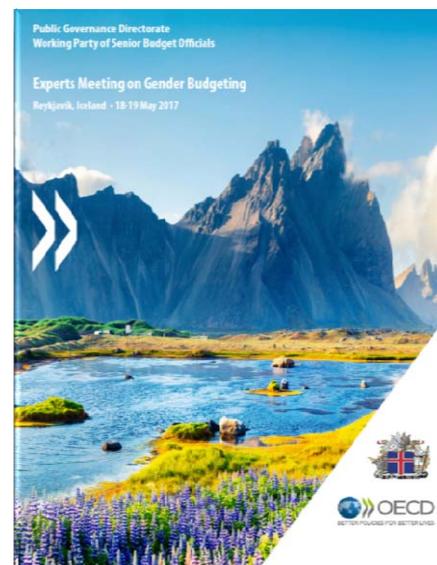
L'expérience singulière du Maroc est qualifiée d'avancée, au niveau régional et international. Une expérience et des pratiques recommandées aux pays présents, en vue de tirer des enseignements, comme en témoignent les hauts fonctionnaires de l'OCDE.

◆ L'impact du budget proposé sur les résultats genrés est évalué et des objectifs de performance sensible au genre sont en place pour suivre les progrès selon une perspective de genre pour l'allocation des ressources;

◆ L'environnement ex-post: l'évaluation et la vérification sont entreprises pour s'assurer que les objectifs de performance sensible au genre ont été atteints ou pourquoi ils n'ont pas été réalisés;

◆ La préparation de l'environnement: les gouvernements garantissent qu'il existe des données suffisantes sur les désagréments de genre pour soutenir les pratiques de budgétisation sensible au genre et que l'engagement des parties prenantes contribue à des résultats plus ciblés.

Les recommandations découlant de cette réunion d'experts mettent l'accent sur l'égalité entre les sexes en établissant une voie claire et concrète pour rendre, entre autres, les Gouvernements, les administrations publiques et les législatures plus conscients et plus adaptés aux perspectives, intérêts et besoins des femmes comme ceux des hommes. Cette budgétisation sensible au genre



modèle pour le secteur privé :

◆ Le maintien de l'égalité entre les sexes lors de la conception, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques et des budgets pertinents.

◆ Le renforcement des mécanismes de responsabilité et de surveillance de l'égalité entre les sexes et intégrer les initiatives entre les organes gouvernementaux.

◆ L'atteinte d'une représentation équilibrée hommes/femmes dans les postes de prise de décision dans la vie publique en encourageant une plus grande participation des femmes au Gouvernement, Parlements et aux autres institutions publiques.

◆ La prise de mesures adéquates pour améliorer l'égalité des sexes dans la fonction publique.

◆ Le renforcement de la coopération internationale en partageant continuellement les connaissances et les bonnes pratiques en matière d'égalité entre les sexes et les initiatives d'intégration dans les institutions publiques.



Une check-list des priorités pour la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre, en quatre étapes, a été proposée:

◆ La budgétisation ex-ante: l'évaluation genre aide à la prise de décision pour l'allocation des ressources et la préparation du budget du Gouvernement;

doit se développer dans tous les pays afin de réaliser l'égalité dans les budgets des ministères, des régions et des collectivités locales.

Une boîte à outils BSG a été réalisée et qui est ouverte à tout enrichissement de la part des participants. Chaque recommandation vise à atteindre l'égalité des sexes dans le secteur public à travers une politique publique qui va servir de

Par: M. OUMARRI Nabil

*Administrateur, chargé du budget du Ministère de la Jeunesse et Sports
Responsable de la communication au CE-BSG*



LE CE-BSG SE DOTE D'UN ORGANIGRAMME

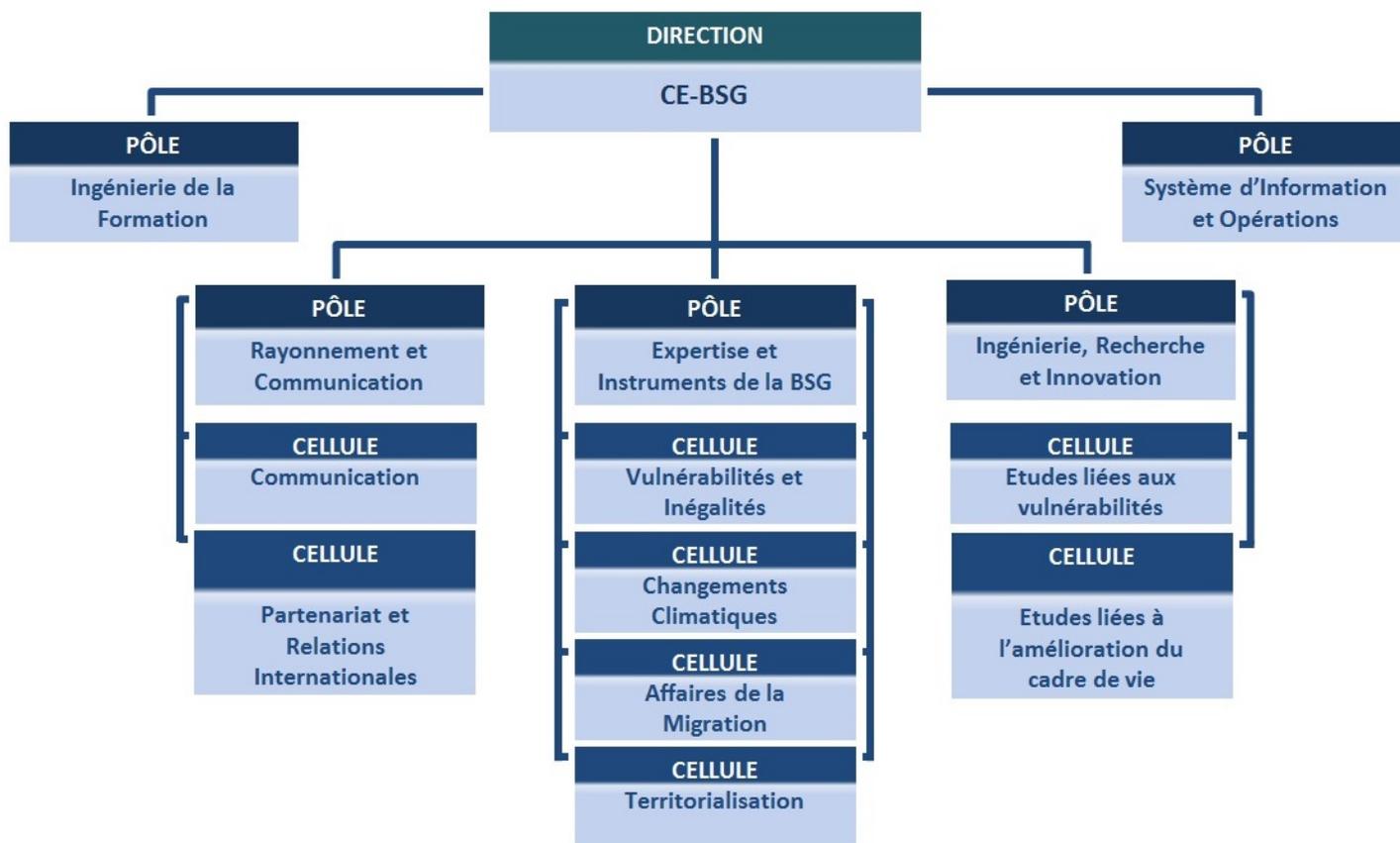
La nouvelle vision du CE-BSG a nécessité l'élaboration d'une organisation multiple rassemblant divers partenaires et acteurs, dans un but de promouvoir et d'institutionnaliser l'intégration de la sensibilité genre dans le processus budgétaire, de planification stratégique des départements ministériels et ce, dans le cadre d'une gouvernance économique globale.

De ce fait le CE-BSG se positionne comme un acteur majeur qui a pour objectif le renforcement de l'appropriation de l'approche genre au profit des

différents départements ministériels. Pour y aboutir le CE-BSG est organisé selon une disposition matricielle qui met en relation les différents pôles les uns avec les autres afin de converger les efforts de ces derniers chacun selon ses prérogatives et aussi pour créer des synergies et assurer un partage optimal de l'information.

Par: M. CHATOUANI Haj

*Ingénieur d'Etat, chargé des SEGMA
du Ministère de la santé
Responsable de cellule au CE-BSG*



Carrefour BSG

Bulletin d'information trimestriel

Directrice de publication : BENALI Nadia

Directeur de rédaction : BOUZAFFOUR Mohammed, HABTI EL IDRISSE Jihane

Responsable de rédaction : OUMARRI Nabil

Comité de rédaction : HABTI EL IDRISSE Jihane, GIDAR Oussama, EL HAFIANE Walid, LARROUMY Hanane, KHATTABI Taoufik, CHATOUANI Haj, MAZOUAR Bouchra, CHARKAOUI Hajar.